

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE
ADMINISTRATION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT
ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE

DOSSIER PEDAGOGIQUE

UNITE D'ENSEIGNEMENT

**DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'URBANISME ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE TYPE COURT

DOMAINE : SCIENCES JURIDIQUES

<p>CODE : 713110U32D1 CODE DU DOMAINE DE FORMATION : 703 DOCUMENT DE REFERENCE INTER-RESEAUX</p>

**Approbation du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} septembre 2021,
sur avis conforme du Conseil général**

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE TYPE COURT

1. FINALITES DE L'UNITE D'ENSEIGNEMENT

1.1. Finalités générales

Conformément à l'article 7 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, cette unité d'enseignement doit :

- ◆ concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;
- ◆ répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels.

1.2. Finalités particulières

L'unité d'enseignement vise à permettre à l'étudiant :

- ◆ de se familiariser avec le cadre législatif régional et communal en matière d'environnement, d'urbanisme et d'aménagement du territoire ;
- ◆ d'appréhender et d'appliquer les éléments fondamentaux des codes relatifs au droit de l'environnement, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

2. CAPACITES PREALABLES REQUISES

2.1. Capacités

en disposant de la documentation ad hoc,

- ◆ extraire d'au moins deux situations standards les actes administratifs nécessaires pour y apporter une solution circonstanciée et de la justifier ;
- ◆ analyser une situation simple extraite d'un arrêt de la section administrative du Conseil d'Etat et de formuler un avis argumenté sur celle-ci ;
- ◆ expliciter deux procédures en les situant dans le contexte du droit administratif ainsi que des droits régionaux et communautaires.

2.2. Titre pouvant en tenir lieu

Attestation de réussite de l'UE Droit administratif

3. ACQUIS D'APPRENTISSAGE

Pour atteindre le seuil de réussite, l'étudiant sera capable,

*face à des situations juridiques courantes concernant l'environnement, l'urbanisme et l'aménagement du territoire,
en utilisant le vocabulaire adéquat,
en disposant de la documentation ad hoc,*

- ◆ d'analyser et d'abstraire la situation juridique correspondante ;
- ◆ de prévenir les litiges qui y sont relatifs ;
- ◆ de structurer et de justifier la démarche juridique mise en œuvre en regard des éléments théoriques et de la jurisprudence.

Pour la détermination du degré de maîtrise, il sera tenu compte :

- ◆ du degré de cohérence entre la démarche et la situation traitée,
- ◆ du degré de clarté et de précision dans l'utilisation du vocabulaire juridique,
- ◆ du degré de pertinence de l'interprétation.

4. PROGRAMME

L'étudiant sera capable :

*face à des situations juridiques courantes concernant l'environnement, l'urbanisme et l'aménagement du territoire,
en utilisant le vocabulaire adéquat,
en disposant de la documentation ad hoc,*

- ◆ de définir le droit de l'environnement, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire et de caractériser son champ d'application ;
- ◆ de décrire les principaux éléments de la législation régionale et communale en matière d'environnement, d'urbanisme et d'aménagement du territoire (Code du droit de l'environnement, Décret relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, Code du développement territorial, etc.) ;
- ◆ de décrire les modalités de prévention et de cessation du dommage environnemental (action en cessation, procédure, recours et juridiction) et les procédures de réparation des dommages environnementaux ;
- ◆ d'identifier les différents types d'infractions urbanistiques et environnementales et leur règlement ;
- ◆ d'identifier et d'appliquer les principaux outils et procédures relatives au développement territorial : schéma directeur, plans de secteurs, guides, permis d'urbanisme, urbanisation, en vue de prévenir les litiges.

5. CHARGE(S) DE COURS

Le chargé de cours sera un enseignant ou un expert.

L'expert devra justifier de compétences particulières issues d'une expérience professionnelle actualisée en relation avec la charge de cours qui lui est attribuée.

6. CONSTITUTION DES GROUPES OU REGROUPEMENT

Aucune recommandation particulière.

7. HORAIRE MINIMUM DE L'UNITE D'ENSEIGNEMENT

7.1. Dénomination du cours	Classement	Code U	Nombre de périodes
Droit de l'environnement, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire	CT	B	32
7.2. Part d'autonomie		P	8
Total des périodes			40